

Collectif Droits de l'Homme Romeurope Ile-de-France

ASAV (Association pour l'accueil des voyageurs) – **ASET 93 et 95** (Aide à la scolarisation des enfants tsiganes) – **ASEFRR** (Association de Solidarité en Essonne aux familles roumaines et roms) –

CCFD- Terre solidaire – **ECODROM** - **FNASAT-Gens du voyage** – **Habitat Cité** – **Hors la Rue** – **LA CIMADE** (Comité intermouvements auprès des évacués) – **LDH** (Ligue des Droits de l'Homme) – **Les enfants du Canal** - **MDM** (Médecins du Monde) - **MRAP** (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) – **PU-AMI** - **Romeurope Val-de-Marne** – **Secours catholique (Caritas France)**

Et le Collectif Romeurope 92 sud, le Collectif de soutien aux familles roms de Roumanie (95), le Collectif Romyvelines (78), le Collectif Romeurope 77, Collectif Romeurope Noisy le Grand (93), Collectif Romeurope du Val Maubuée (77).



Paris, le 30 mai 2014

Le lendemain des élections municipales et européennes est bien sombre pour les habitants des squats et bidonvilles en Ile de France

Les évacuations des habitants des squats et bidonvilles reprennent de plus belle en Ile de France. Depuis le début de l'année 2014, **trente évacuations ont eu lieu dans la région**, contraignant près de **2800 personnes**, dont beaucoup de familles accompagnées d'enfants en bas âge, à errer et à chercher un nouveau refuge en l'absence de solutions proposées.

Durant la seule journée du 27 mai, plus d'une dizaine de bidonvilles ont été évacués à Corbeil (91), à Bezons (95) à Aubervilliers (93). A chaque fois les solutions sont inexistantes et les harcèlements des policiers amènent les familles à partir avant le jour J. Ces évacuations réduisent à néant les efforts des habitants, et l'accompagnement social, médical, scolaire mené par les associations et les collectifs locaux.

Le Collectif Romeurope Ile de France appelle depuis plusieurs années à la **mise en place d'une table ronde régionale** avec l'ensemble des acteurs afin de co-construire des solutions pour la prise en charge immédiate de ces familles et pour rendre possible leur accès aux dispositifs de droit commun. **Cet appel demeure sans réponse¹.**

Quand est-ce que les pouvoirs publics mettront fin à ce cercle vicieux ? Ces évacuations ne font que déplacer un peu plus loin ces familles qui reconstruisent leurs abris dans le même département ou le département limitrophe.

¹ http://romeurope.org/IMG/pdf/lettre_prefet_de_region_def.pdf